L'ENGAGEMENT

ELECTIONS LEGISLATIVES — MARS 1978 | 9e CIRCONSCRIPTION - SEINE-SAINT-DENIS

Votre Candidat : **Alain BOURDEAU**

CONSEIL

MEMBRE DU COMITE DIRECTEUR DU R.U.C.

SON SUPPLEANT :

Robert LANGLOIS

CAFE-RESTAURANT

FAITES-VOUS ENTENDRE | **DEFENDEZ VOS INTERETS**

VOTEZ R. U. C.

(Rassemblement des Usagers des services publics, des Contribuables et des groupements de défense)

43, rue Saint-Georges, 75009 PARIS

A l'heure où vous recevez notre profession de foi, beaucoup d'entre vous auront déjà eu connaissance du grand mouvement qui se met à votre service.
Du grand courant qui, pour la première fois en France, va vous représenter au sein des élections législatives, vous devez choisir de ne plus être des électeurs impuissants devant la politique menée par les partis.

POUR LES SALARIES

— Rémunération en rapport avec le coût de la vie. Pas d'augmentation des prix sans répercussion sur les salaires.
— Participation avec l'entreprise.
— Formation professionnelle accélérée.
— Renforcement de l'égalité des chances.
— Protection de l'emploi.
— Pas de modernisation excessive qui permettrait à la machine de remplacer l'être humain.
— Conserver toutes les qualités d'initiative et de responsabilité.
— Possibilité de création.

POUR LES ARTISANS, COMMERÇANTS, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Vos soucis principaux sont vos clients et votre carnet de commandes. D'année en année, vous constatez l'appauvrissement de l'un et la diminution de l'autre.
Votre travail, c'est l'application de vos enseignements artisanaux et commerciaux, non pas la gestion, la comptabilité et les surcharges administratives, avec toutes les tracasseries que cela comporte (choix du régime fiscal, déclarations diverses, mise à jour des prix toujours modifiés, etc.).
De tout ceci, la responsabilité en revient à la politique menée, aux scandales bien connus de vous tous, à l'implantation massive de grandes surfaces, grandes entreprises, grands monopoles souvent multinationaux et incontrôlables par notre pays.
Egalité des régimes maladie, accidents, vieillesse.
Création pour tous d'un minimum social égal à 80 % du SMIC.
Les technocrates qui, pour vous, prennent des décisions derrière leurs bureaux, ne connaissent ni vos problèmes, ni vos soucis, ni votre vie de chaque jour, encore bien moins votre travail.
Défendez-vous face au fisc et aux organismes administratifs. Ne soyez plus seuls. Contactez le R.U.C.

POUR LES PROFESSIONS LIBERALES

Droit à la publicité et à l'information.
Que les Conseils de l'Ordre ne soient plus une justice suprême.
Egalité sociale.

POUR LES ECOLOGISTES

Nombre de personnes ont l'impression de se regrouper sous divers mouvements. ECOLOGIE ne veut pas dire coups, blessures et bagarres continuelles, *MAIS VERITABLE DEFENSE DE LA NATURE* dont le R.U.C. a depuis longtemps adhéré dans le calme, la sérénité et le sérieux, avec la fermeté qui s'impose dans ses exigences.

POUR TOUS

Limitation du chômage en France par arrêt de l'immigration, expulsion de tous les chômeurs étrangers après délai et indemnité, contrôles sérieux pour éviter tout abus.
Révision du Code Pénal et accélération des procédures.
Plus grande information des citoyens et réforme de la Justice.
Vos impôts locaux : fixés sur des bases inacceptables, augmentés dans des proportions inconsidérées. Adressez une simple lettre de réclamation au Directeur des services fiscaux. Le R.U.C. tient un modèle à votre disposition. Contactez-le.
Moins de gaspillage permettrait aux femmes de consacrer plus de temps à leur vie familiale, à leurs loisirs, à l'épanouissement de leur environnement.

VOTEZ R. U. C. VOTEZ BOURDEAU

CE QUE VEULENT LES CONTRIBUABLES

FISCALITE. La caisse de l'Etat est un tonneau percé ; avant d'y engouffrer votre argent, il faut réparer le tonneau.

Suppression de l'impôt sur le revenu sans création d'aucun autre impôt ni augmentation des impôts existants.

C'est parfaitement possible en réalisant 20 % d'économies par élimination des gaspillages et des dépenses inutiles (notre plan d'économies est à votre disposition moyennant l'envoi d'une enveloppe timbrée).

Vote des impôts locaux par les contribuables eux-mêmes. Il est inadmissible et dangereux qu'un Conseil Municipal incompétent puisse ruiner les habitants de la commune.

Pas d'impôts nouveaux sans referendum. C'est le système adopté en Suisse où le taux d'inflation est le plus bas d'Europe.

Amnistie fiscale. Il est inacceptable que l'on poursuive les petits contribuables alors que les dirigeants de la Nation ont échappé à l'impôt durant des années.

SECURITE SOCIALE A LA CARTE. Intégration des charges sociales dans les feuilles de paye. Les salariés doivent savoir que 40 % de leurs gains vont à la Sécurité Sociale.

La couverture du petit risque devient facultative. Pour la couverture des autres risques, le salarié a le choix entre la Sécurité Sociale ou tout autre organisme d'assurances, les taux des cotisations étant libres de façon à établir une concurrence.

Suppression de la médecine conventionnée remboursement égal quel que soit le statut du praticien.

Lutte contre les gaspillages, notamment dans les hôpitaux par la concurrence honnête avec le secteur privé.

L'on est en droit d'attendre une diminution des cotisations sociales actuelles de 10 à 15 %, soit une augmentation du pouvoir d'achat de 4 à 6 %.

CHOMAGE. Quand un âne est trop chargé il plie les genoux ; les entreprises écrasées d'impôts ne peuvent plus faire face à la concurrence étrangère ; d'où fermeture des usines. Politique très ferme d'économies sur les frais généraux de la Nation, report des économies sur les investissements et les créations d'emplois.

La suppression de l'impôt sur le revenu permet d'augmenter le pouvoir d'achat de tous et de lutter efficacement contre le chômage.

PERSONNE AGEES. Aide substantielle par un impôt de 2 % sur les fortunes de plus de 500 millions d'anciens francs.

MONNAIE. Lutte contre l'inflation en éliminant les gaspillages et les dépenses inutiles. C'est ainsi que l'on protège les épargnants. Contrôle strict des sociétés faisant appel à l'épargne. La suppression de l'impôt sur le revenu doit entraîner une rentrée de capitaux, donc un affermissement du franc par l'équilibre de la balance des paiements.

NATIONALISATIONS. Non à leur extension, d'abord faire marcher correctement celles qui existent et qui sont dévoreuses d'argent public ; la plus ancienne nationalisation, c'est le téléphone, or nous avons le téléphone le plus mauvais et le plus cher d'Europe.

JUSTICE. Indépendance rigoureuse par rapport à l'exécutif, ce qui entraîne la réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature. Peines sévères contre les tueurs et les escrocs.

ENSEIGNEMENT. Fin de la gabegie et du désordre. Actuellement il y a autant d'enseignants que de non enseignants. Une réduction de 25 % des services annexes s'impose. L'enseignement doit être dirigé vers l'acquisition d'un métier. Fin de la fabrication en série de baratineurs « bons pour le chômage ». La liberté doit être effectivement sauvegardée.

AGRICULTURE. Pour 30 000 communes rurales, il y a 42 000 fonctionnaires, c'est trop. Allègement de la paperasse. Liberté des Exploitations. Crédit bon marché pour l'équipement.

ECOLOGIE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. Politique active et énergique contre les nuisances de toutes sortes mais pas à coups de barres de fer. Un effort particulier doit être engagé pour assurer à la France son autonomie énergétique.

EUROPE. Fin des palabres oiseuses. Dire tout de suite oui à l'Europe politique, mais protection de l'Agriculture contre les importations des pays du sud de l'Europe.

DEFENSE NATIONALE. Faire comme la Suisse : montrer des dents pointues sans chercher querelle à personne.

IMPO, 75010 Paris